

Ce texte constitue seulement un outil de documentation et n'a aucun effet juridique. Les institutions de l'Union déclinent toute responsabilité quant à son contenu. Les versions faisant foi des actes concernés, y compris leurs préambules, sont celles qui ont été publiées au Journal officiel de l'Union européenne et sont disponibles sur EUR-Lex. Ces textes officiels peuvent être consultés directement en cliquant sur les liens qui figurent dans ce document

► **B**                      **RÈGLEMENT D'EXÉCUTION (UE) 2016/670 DE LA COMMISSION**  
**du 28 avril 2016**

**établissant une surveillance préalable de l'Union des importations de certains produits**  
**sidérurgiques originaires de certains pays tiers**

(JO L 115 du 29.4.2016, p. 37)

Modifié par:

		Journal officiel		
		n°	page	date
► <b><u>M1</u></b>	Règlement d'exécution (UE) 2017/1092 de la Commission du 20 juin 2017	L 158	8	21.6.2017



## RÈGLEMENT D'EXÉCUTION (UE) 2016/670 DE LA COMMISSION

du 28 avril 2016

**établissant une surveillance préalable de l'Union des importations de certains produits sidérurgiques originaires de certains pays tiers**

### *Article premier*

1. La mise en libre pratique dans l'Union de certains produits sidérurgiques énumérés à l'annexe I du présent règlement est soumise à une surveillance préalable de l'Union, en conformité avec le règlement (UE) 2015/478 et le règlement (UE) 2015/755. ►**M1** Cette disposition s'applique aux importations dont le poids net est supérieur à 2 500 kilogrammes pour chaque code TARIC individuel et à 5 000 kilogrammes pour chaque code TARIC individuel soumis à une surveillance préalable et relevant de la position 7318 du SH. ◀

2. Le classement des produits visés par le présent règlement se fonde sur la nomenclature tarifaire et statistique de l'Union (TARIC). L'origine de ces produits est déterminée conformément à l'article 60 du code des douanes de l'Union <sup>(1)</sup>.

3. Les produits originaires de la Norvège, de l'Islande et du Liechtenstein sont exemptés.

### *Article 2*

1. La mise en libre pratique dans l'Union des produits visés à l'article 1<sup>er</sup> est subordonnée à la présentation d'un document de surveillance délivré par les autorités compétentes d'un État membre.

2. Le paragraphe 1 commence à s'appliquer 21 jours ouvrables après l'entrée en vigueur du présent règlement.

3. Le document de surveillance visé au paragraphe 1 est délivré automatiquement par les autorités compétentes des États membres, sans frais et pour toutes les quantités demandées, dans un délai de cinq jours ouvrables à compter du dépôt de la demande par tout importateur dans l'Union, quel que soit le lieu de son établissement dans l'Union. Sauf preuve du contraire, la demande est réputée reçue par l'autorité nationale compétente dans les trois jours ouvrables suivant son dépôt.

4. Un document de surveillance délivré par une des autorités énumérées à l'annexe II est valable dans l'ensemble de l'Union.

5. Le document de surveillance est émis au moyen d'un formulaire conforme au modèle figurant à l'annexe I du règlement (UE) 2015/478 ou à l'annexe II du règlement (UE) 2015/755 pour les importations en provenance des pays tiers énumérés à l'annexe I de ce même règlement.

<sup>(1)</sup> Règlement (UE) n° 952/2013 du Parlement européen et du Conseil du 9 octobre 2013 établissant le code des douanes de l'Union (JO L 269 du 10.10.2013, p. 1).

**▼B**

6. La demande de l'importateur doit comporter les éléments suivants:

- a) le nom et l'adresse complète du demandeur (y compris les numéros de téléphone et/ou de télécopieur et l'adresse électronique et l'éventuel numéro d'identification auprès de l'autorité nationale compétente), ainsi que son numéro d'immatriculation TVA s'il est assujéti à la TVA;
- b) le cas échéant, le nom et l'adresse complète du déclarant ou du représentant éventuel du demandeur (y compris les numéros de téléphone et/ou de télécopieur et l'adresse électronique);
- c) la désignation des marchandises, avec indication:
  - 1) de leur appellation commerciale;
  - 2) du code TARIC;
  - 3) de leur origine et de leur provenance;
- d) les quantités déclarées, exprimées en kilogrammes et, le cas échéant, en toute autre unité supplémentaire pertinente (paires, pièces, etc.);
- e) la valeur caf frontière de l'Union en euros des marchandises;
- f) la déclaration suivante, datée et signée par le demandeur avec l'indication de son nom, en lettres capitales: «Je soussigné, certifie que les renseignements portés sur la présente demande sont exacts et établis de bonne foi et que je suis établi dans l'Union.»

L'importateur doit également fournir des justificatifs commerciaux de son intention d'importer, par exemple une copie du contrat de vente ou d'achat ou de la facture pro forma. Si nécessaire, par exemple dans les cas où les marchandises ne sont pas achetées directement dans le pays producteur, l'importateur présente un certificat de production délivré par l'aciérie productrice.

7. Sans préjudice d'une éventuelle modification du régime d'importation en vigueur ou de dispositions particulières prises dans le cadre d'un accord ou de la gestion d'un contingent:

- a) la période de validité des documents d'importation est fixée à quatre mois;
- b) les documents de surveillance non utilisés ou partiellement utilisés peuvent être prorogés pour une période équivalente.

8. Les autorités compétentes peuvent, selon les conditions qu'elles auront fixées, autoriser la transmission ou l'impression de déclarations ou de demandes par voie électronique. Toutefois, tous les documents et toutes les pièces justificatives doivent être mis, sur demande, à la disposition des autorités compétentes.

**▼M1**

9. Outre la version papier, les autorités nationales peuvent créer des versions électroniques du document de surveillance pour faciliter son traitement et sa transmission.



### Article 3

1. Le fait que le prix unitaire auquel la transaction est effectuée diffère de celui indiqué dans le document de surveillance de moins de 5 % à la hausse ou à la baisse ou que la quantité totale des produits présentés à l'importation dépasse la quantité indiquée dans le document de surveillance de moins de 5 % ne fait pas obstacle à la mise en libre pratique des produits en question.

2. Les demandes de documents de surveillance et les documents eux-mêmes ont un caractère confidentiel. Ils sont réservés uniquement aux autorités compétentes et au demandeur.

### Article 4

1. Les États membres communiquent à la Commission, aussi régulièrement et de manière aussi actualisée que possible, et au plus tard le dernier jour de chaque mois, le détail des quantités et des montants exprimés en euros pour lesquels des documents de surveillance ont été délivrés.

Les informations fournies par les États membres sont ventilées par produit, par code TARIC et par pays.

2. Les États membres indiquent les anomalies ou fraudes éventuellement constatées et, le cas échéant, la base sur laquelle ils ont refusé d'accorder un document de surveillance.

### Article 5

Les notifications prévues par le présent règlement doivent être adressées à la Commission et communiquées par voie électronique au moyen du réseau intégré mis en place à cette fin, à moins que des raisons techniques impératives ne rendent temporairement nécessaire l'utilisation d'autres modes de communication.

### Article 6

Le présent règlement entre en vigueur le jour suivant celui de sa publication au *Journal officiel de l'Union européenne*.

Le présent règlement s'applique à compter du jour suivant sa publication au *Journal officiel de l'Union européenne* et jusqu'au 15 mai 2020.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

**▼ M1***ANNEXE I***Liste des produits soumis à une surveillance préalable de l'Union**

7207 11 14	7225	7318 12 90
7208	7226	7318 14 91
7209	7227	7318 14 99
7210	7228	7318 15 42
7211	7229	7318 15 58
7212	7301	7318 15 68
7213	7302	7318 15 82
7214	7304	7318 15 88
7215	7305	7318 15 95
7216	7306	7318 16 40
7217	7307 19 10	7318 16 92
7219	7307 23	7318 16 99
7220	7307 91 00	7318 19 00
7221	7307 93 11	7318 21 00
7222	7307 93 19	7318 22 00
7223	7307 99 80	

▼ **M1**

## ANNEXE II

*СПИСКЪ НА КОМПЕТЕНТНИТЕ НАЦИОНАЛНИ ОРГАНИ**LISTA DE LAS AUTORIDADES NACIONALES COMPETENTES**SEZNAM PŘÍSLUŠNÝCH VNITROSTÁTNÍCH ORGÁNŮ**LISTE OVER KOMPETENTE NATIONALE MYNDIGHEDER**LISTE DER ZUSTÄNDIGEN BEHÖRDEN DER MITGLIEDSTAATEN**PĀDEVATE RIHKLIE ASUTUSTE NIMEKIRI**ΛΙΣΤΗ ΑΥΤΟΡΙΤΗΤΩΝ ΕΚΔΟΣΗΣ ΑΔΕΙΩΝ ΤΩΝ ΚΡΑΤΩΝ ΜΕΛΩΝ**LIST OF THE COMPETENT NATIONAL AUTHORITIES**LISTE DES AUTORITÉS NATIONALES COMPÉTENTES**POPIS NADLEŽNÍH NACIONALNÍH TIJELA**ELENCO DELLE COMPETENTI AUTORITÀ NAZIONALI**VALSTU KOMPETENTO IESTĀŽU SARAKSTS**ATSAKINGŲ NACIONALINIŲ INSTITUCIJŲ SĄRAŠAS**AZ ILLETÉKES NEMZETI HATÓSÁGOK LISTÁJA**LISTA TAL-AWTORITAJIET NAZZJONALI KOMPETENTI**LIJST VAN BEVOEGDE NATIONALE INSTANTIES**WYKAZ WŁAŚCIWYCH ORGANÓW KRAJOWYCH**LISTA DAS AUTORIDADES NACIONAIS COMPETENTES**LISTA AUTORITĂȚILOR NAȚIONALE COMPETENTE**ZOZNAM PŘÍSLUŠNÝCH ŠTÁTNYCH ORGÁNOV**SEZNAM PRISTOJNIH NACIONALNIH ORGANOV**LUETTELO TOIMIVALTAISISTA KANSALLISISTA VIRANOMAISISTA**FÖRTECKNING ÖVER BEHÖRIGA NATIONELLA MYNDIGHETER***BELGIQUE/BELGIË**

Service public fédéral de l'économie, des PME, des classes moyennes et de l'énergie

Direction générale du potentiel économique

Service des licences

rue du Progrès 50

B-1210 Bruxelles

Fax +32 22775063

Federale Overheidsdienst Économie, KMO,

Middenstand & Énergie

Algemene directie Economisch Potentieel

Dienst Vergunningen

Vooruitgangstraat 50

B-1210 Brussel

Fax +32 22775063

**▼ M1****БЪЛГАРИЯ**

Министерство на икономиката  
дирекция «Регистриране, лицензиране и контрол»  
ул. «Славянска» № 8  
1052 София  
Факс: (359-2) 981 50 41  
Fax (359-2) 980 47 10

**ČESKÁ REPUBLIKA**

Ministerstvo průmyslu a obchodu  
Licenční správa  
Na Františku 32  
CZ-110 15 Praha 1  
Fax (420) 224 21 21 33

**DANMARK**

Danish Business Authority  
Ministry of Industry, Business and Financial Affairs  
Langelinie Allé 17  
DK-2100 Copenhagen O  
Phone: +45 3529 1500  
Courriel: importregistreri@erst.dk

**DEUTSCHLAND**

Bundesamt für Wirtschaft und Ausfuhrkontrolle,  
(BAFA)  
Frankfurter Straße 29—35  
D-65760 Eschborn 1  
Fax (49) 6196 90 88 00  
Courriel: einfuhr@bafa.bund.de

**EESTI**

Majandus- ja Kommunikatsiooniministeerium  
Harju 11  
EE-15072 Tallinn  
Faks: +372 631 3660

**IRELAND**

Department of Jobs, Enterprise and Innovation  
Import/Export Licensing Unit  
23 Kildare Street  
IE- Dublin 2  
Fax + 353-1-631 25 62

**▼ M1****ΕΛΛΑΔΑ**

Υπουργείο Οικονομίας και Ανάπτυξης  
 Γενική Διεύθυνση Διεθνούς Οικονομικής και Εμπορικής Πολιτικής  
 Δ/νση Συντονισμού Εμπορίου και Εμπορικών Καθεστώτων  
 Τμήμα Β': Ειδικών Καθεστώτων Εισαγωγών  
 Οδός Κορνάρου 1  
 GR 105 63 Αθήνα  
 Τηλ.: +30 210 3286041-43  
 Φαξ: +30 210 3286094  
 Courriel: e3a@mnec.gr

**ESPAÑA**

Ministerio de Economía y Competitividad  
 Secretaría de Estado de Comercio  
 Subdirección General de Política Comercial de la Unión Europea y Comercio  
 Internacional de Productos Industriales  
 Paseo de la Castellana 162, 28046 Madrid  
 (+ 34) 91 349 36 70  
 vigilanciasiderurgica@comercio.mineco.es

**FRANCE**

Ministère de l'économie, de l'industrie et du numérique  
 Direction générale des entreprises  
 Bureau des matériaux  
 67, rue Barbès  
 BP 80001  
 94201 Ivry-sur-Seine Cedex  
 Tél. +33 179843352  
 surveillance-acier.dge@finances.gouv.fr

**REPUBLIKA HRVATSKA**

Ministarstvo financija  
 Carinska uprava  
 Alexandera von Humboldta 4a  
 10000 Zagreb  
 Tel. (385) 1 6211321  
 Fax (385) 1 6211014

**ITALIA**

Ministero dello Sviluppo Economico  
 Direzione Generale per la Politica Commerciale  
 DIV. III  
 Viale America, 341  
 I-00144 Roma  
 Fax (39) 06 59 93 26 36  
 Courriel: dgpci.div3@mise.gov.it



**▼ M1****KYΠΡΟΣ**

Υπουργείο Ενέργειας, Εμπορίου, Βιομηχανίας και Τουρισμού  
 Υπηρεσία Εμπορίου  
 Κλάδος Έκδοσης Αδειών Εισαγωγής/Εξαγωγής  
 Οδός Ανδρέα Αραούζου Αρ. 6  
 CY-1421 Λευκωσία  
 Φαξ (357) 22 37 54 43, (357) 22 37 51 20  
 pevgeniou@mcit.gov.cy

**LATVIJA**

Latvijas Republikas Ārlietu ministrija  
 K. Valdemāra iela 3  
 LV-1395 Rīga  
 Fakss: +371-67 828 121  
 licencesana@mfa.gov.lv

**LIETUVA**

Lietuvos Respublikos ūkio ministerija  
 Investicijų ir eksporto departamentas  
 Gedimino pr. 38/2  
 LT-01104 Vilnius  
 Faks. +370 706 64 762  
 vienaslangelis@ukmin.lt

**LUXEMBOURG**

Ministère de l'économie et du commerce extérieur  
 Office des licences  
 BP 113  
 L-2011 Luxembourg  
 Fax +352 466138

**MAGYARORSZÁG**

Magyar Kereskedelmi Engedélyezési Hivatal  
 Németvölgyi út 37-39.  
 HU-1124 Budapest  
 Fax +36-1 4585 828  
 Courriel: keo@mkeh.gov.hu

**MALTA**

Commerce Department  
 Trade Services Directorate  
 Lascaris Bastions  
 Dāhlet Ġnien is-Sultan  
 Valletta  
 VLT 1933

▼ **M1**

**NEDERLAND**

Belastingdienst/Douane Groningen  
Centrale Dienst voor In- en Uitvoer (CDIU)  
Postadres: Postbus 3070, 6401 DN Heerlen  
Bezoekadres: Kempkensberg 12, Groningen  
Telefoonnummer: 088 — 1512122

**ÖSTERREICH**

Bundesministerium für Wissenschaft, Forschung und Wirtschaft  
Abteilung C2/9 — Außenwirtschaftskontrolle  
A- 1011 Wien, Stubenring 1  
POST.C29@bmwfw.gv.at  
Fax 01/71100/8048366

**POLSKA**

Ministerstwo Rozwoju  
Plac Trzech Krzyży 3/5  
00-507 Warszawa  
Polska  
Fax (48-22) 693 40 21/693 40 22

**PORTUGAL**

Ministério das Finanças  
Autoridade Tributária e Aduaneira  
Rua da Alfândega, n.o 5, r/c  
P-1149-006 Lisboa  
Tel: (+ 351)218813843  
Fax(+ 351) 218813986  
dsl@at.gov.pt

**ROMÂNIA**

Ministerul pentru Mediul de Afaceri, Comerț și Antreprenariat  
Direcția Politici Comerciale și Afaceri Europene  
Calea Victoriei nr. 152, sector 1  
București cod 010096  
Tel. +40 21 40 10 552  
Fax +40 21 40 10 594  
Courriel: cristi.diaconesa@dce.gov.ro  
paul.onucu@dce.gov.ro

▼ **M1**

**SLOVENIJA**

Ministrstvo za finance  
Finančna uprava Republike Slovenije  
Finančni urad Kranj  
Oddelek za TARIC  
Spodnji Plavž 6c  
SI-4270 Jesenice  
Tel: +386 4 202 75 83  
Fax +386 4 202 49 69  
Courriel: taric.fu@gov.si

**SLOVENSKO**

Ministerstvo hospodárstva  
Mierová 19  
827 15 Bratislava 212  
Slovenská republika  
Fax (421-2) 43 42 39 15

**SUOMI/FINLAND**

Tulli  
PL 512  
FI-00101 Helsinki  
Sähköposti: ennakkotarkkailu@tulli.fi

Tullen  
PB 512  
FI-00101 Helsingfors  
Courriel: ennokotarkkailu@tulli.fi

**SVERIGE**

Kommerskollegium  
Box 6803  
S-113 86 Stockholm  
Fax (46-8) 30 67 59  
registrator@kommers.se

**UNITED KINGDOM**

Department for International Trade  
Import Licensing Branch  
enquiries.ilb@trade.gsi.gov.uk